

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre  
Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre  
Cité administrative - Bât C - 2ème étage  
Boulevard George SAND  
36000 Châteauroux

Châteauroux, le 18/10/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 15/10/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**Sarl Etablissements MOREAU**

ZI de la Petite Prairie  
BP14  
37140 Bourgueil

Références : VI 15/10/24 UD36 (TD)  
Code AIOT : 0010013092

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/10/2024 dans l'établissement Sarl Etablissements MOREAU implanté Pièce des Bournais et Les Malgammes 36300 Pouligny-Saint-Pierre. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Première visite du site de la sous-préfète du BLANC nouvellement arrivée.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Sarl Etablissements MOREAU
- Pièce des Bournais et Les Malgammes 36300 Pouligny-Saint-Pierre

- Code AIOT : 0010013092
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière de calcaire Moreau se situe sur le territoire de la commune de Pouligny-st-Pierre et a une surface totale de 17ha 08a 64ca pour une surface extractible de 8ha 50a. La quantité maximale annuel d'extraction autorisée est de 120 000 tonnes avec une moyenne annuelle de 80 000 tonnes. L'extraction est effectuée à sec au moyen d'une pelle hydraulique sur une épaisseur moyenne de 13 m maximum. L'exploitation de cette carrière est autorisée par l'arrêté préfectoral du 23 juillet 2019, pour une durée de 30 ans.

#### Thèmes de l'inspection :

- Bruits et vibrations

### 2) Constats

#### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Comite de suivi de l'environnement	Arrêté Préfectoral du 23/07/2019, article 2.9	Sans objet
2	Ravitaillement et entretien	Arrêté Préfectoral du 23/07/2019, article 7.4.5	Sans objet
3	Auto surveillance des émissions atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 23/07/2019, article 9.2.1	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessus.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Comite de suivi de l'environnement**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/07/2019, article 2.9
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Comite de suivi de l'environnement
<b>Prescription contrôlée :</b>  Un comité de suivi de l'environnement est mis en place par l'exploitant qui en assure la gestion [...]
<b>Constats :</b>  La sous-préfecture du Blanc a transmis à l'inspection des installations classées, l'arrêté préfectoral créant la commission de suivi de site (CSS) de la carrière et de l'installation de concassage-criblage exploitées par la SARL Moreau au lieux-dits "Pièces de Bournais" et les "Malgammes" sur la commune de Pouligny-Saint-Pierre en date du 30 mai 2024. La première commission aura lieu le 13 novembre 2024 en Sous-Préfecture du Blanc.  <b>Pas d'écart constaté.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 2 : Ravitaillement et entretien**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/07/2019, article 7.4.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Ravitaillement et entretien
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier sont réalisés quotidiennement sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un séparateur d'hydrocarbures permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels. Les engins de chantier disposent d'un système anti-goutte sur les réservoirs de carburant et sont équipés d'un kit anti-pollution et de produit absorbant. En fin de journée les engins de chantier sont stationnés sur l'aire étanche. Ils sont équipés d'une sécurité gaseoil pour éviter les actes de vandalisme.
<b>Constats :</b>  L'exploitation dispose d'une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un séparateur d'hydrocarbure permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels. Chaque ravitaillement se fait sur l'aire étanche pour le tombereau et la pelle. Concernant le groupe mobile, concassage c'est une installation de traitement de ravitaillement en bord à bord avec un système anti-goutte. Les engins de chantier disposent d'un système anti-goutte sur les réservoirs de carburant et sont équipés d'un kit anti-pollution et de produit absorbant. En fin de journée l'engin est stationné sur l'aire étanche.  <b>Pas d'écart constaté</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Auto surveillance des émissions atmosphériques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/07/2019, article 9.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Auto surveillance des émissions atmosphériques
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant assure une surveillance de la qualité de l'air par la mesure des retombées de poussières. Il met en place un réseau permettant de mesurer le suivi de ces retombées de poussières dans l'environnement. Ce suivi est réalisé par la méthode des jauges de retombées. Un point au moins, permettant de déterminer le niveau d'empoussièrement ambiant (« bruit de fond ») est prévu. Avant la mise en place de la surveillance, le nombre de points de mesure et les conditions dans lesquelles les appareils de mesure sont installés et exploités sont présentés à l'inspection des installations classées. Pour le contrôle des mesures, les modalités d'échantillonnage sont définies de façon à garantir la représentativité des échantillons prélevés. Les modalités de prélèvements et de réalisation des essais sont définies de façon à assurer la justesse et la traçabilité des résultats. Le respect de la norme NF X 43-014 (2017) - méthode des jauges de retombées - est réputé répondre aux exigences définies par le précédent alinéa du présent article. La fréquence des mesures de retombées de poussières est au minimum trimestrielle.

La valeur seuil à ne pas dépasser est de 500 mg/m<sup>2</sup>/jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges de retombées installées.

La vitesse et la direction du vent sont mesurées et enregistrées en continu. À défaut d'une station météorologique utilisée par l'exploitant, les données de la station météorologique la plus proche sont récupérées. Les données enregistrées ou récupérées sont maintenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

**Constats :**

L'exploitant a transmis par courriel en date du 24 mai 2024 les premiers résultats relevés du plan de surveillance des jauges concernant le site de la carrière Moreau sur le territoire de la commune de Pouligny-Saint-Pierre. Ce plan de surveillance et mesures de retombées de poussières a été réalisé par le bureau d'étude AXYLIS en mai 2024.

En conclusion du rapport il est noté que les stations de mesurage indiquent des résultats inférieurs à la valeur limite de référence de 500 mg/ m<sup>2</sup>/jour fixée par la norme NFX 43-014 de 2017, en mesures ponctuelles. Les moyennes annuelles glissantes seront calculées dès que les prélèvements auront été réalisés sur un an.

**Pas d'écart constaté**

**Type de suites proposées :** Sans suite